

Marinvest Energy : La population du Québec toujours dans le noir pendant qu'Ottawa courtise déjà les investisseurs étrangers

Montréal, le 14 septembre 2026 - Alors que le projet n'a même pas encore été présenté officiellement à la population québécoise, le gouvernement fédéral donne déjà une place de choix au promoteur du projet de gaz naturel liquéfié Marinvest Energy lors du [Sommet canadien de l'investissement](#) qui a lieu aujourd'hui à Toronto. Pour les groupes environnementaux, cette façon de faire démontre une fois de plus le manque de transparence de la compagnie et des gouvernements qui travaillent derrière des portes closes au détriment de l'accès à l'information et du consentement des populations concernés par les grands projets de ressources naturelles.

Les organisations environnementales déplorent que le projet fasse partie des 167 projets d'envergure du *Dossier de présentation du Sommet canadien de l'investissement* (en pièce jointe) destinés à attirer des investisseurs institutionnels internationaux : « Le projet n'est même pas déposé, la population du Québec n'a accès à quasiment aucune information officielle sur le projet, et le gouvernement fédéral a le culot de présenter cet immense projet de pipeline qui traverse le Québec de bord en bord à des investisseurs étrangers : quel manque de classe! Si ce n'était pas de notre travail d'enquête et de celui de journalistes, la population ne saurait toujours rien de cet immense projet pollueur. Le gouvernement fédéral ne se cache même plus : il veut imposer ses projets d'énergies fossiles à la population québécoise et aux populations autochtones coûte que coûte! », a affirmé **Louis Couillard, responsable de la campagne climat-énergie pour Greenpeace Canada.**

« Pendant que les gouvernements du Québec et du Canada répètent qu'il n'y a pas de projet Marinvest sur la table, Ottawa et le promoteur sont déjà à la recherche d'investisseurs étrangers. Comment peut-on sérieusement continuer de prétendre qu'il n'y a pas de projet? On garde délibérément la population du Québec dans le noir pendant que le projet avance en coulisses. Avec toutes les mesures de déréglementation et d'accélération adoptées dans la dernière année, il y a de quoi craindre qu'au moment où les Québécoises et les Québécois seront enfin officiellement informés, il va être déjà trop tard pour avoir un véritable débat public. C'est la stratégie du fait accompli, et c'est profondément antidémocratique. La population québécoise a pourtant été catégorique face aux grands projets de pipelines et d'énergies fossiles : elle a dit non à Énergie Est et à GNL Québec. Elle a le droit de savoir ce qui se trame sur le territoire québécois avant que les décisions soient prises, pas après », a rétorqué **Alice-Anne Simard, directrice générale de Nature Québec.**

« Quel avenir bâtissons-nous pour nos enfants ? Nous ne pouvons pas continuer à faire semblant que la destruction du territoire et la pollution de notre air n'auront pas des conséquences graves sur les générations futures. Nos enfants méritent mieux qu'un nouveau projet d'énergies fossiles et c'est pourquoi les mères au front de l'ensemble du Québec se

soulèvent déjà en grand nombre pour dire non à Marinvest et oui à la protection de l'environnement », a conclu **Ashley Torres, coordonnatrice à la mobilisation de Mères au front.**

-30-

Pour plus d'informations ou pour obtenir des entretiens, veuillez contacter :

Louis Couillard, responsable de la campagne climat-énergie, Greenpeace Canada
514-531-6740, louis.couillard@greenpeace.org

Lucie Bédet, coordonnatrice des communications, Nature Québec
418-455-8996, lucie.bedet@naturequebec.org

Ashley Torres, Mères au front (équipe nationale)
438-924-2038, ashleytorres@meresaufont.org